

Imazighen du Maroc : entre Déclaration sur les Droits des Peuples Autochtones et Réalité

À la veille de la Cop22, le Maroc est en désaccord avec la quasi-totalité des articles de la Déclaration onusienne sur les Droits des Peuples Autochtones. En effet, la politique prônée par l'Etat marocain est aux antipodes des intérêts d'Imazighen et ses priorités sont loin de coïncider avec les leurs, quitte à ce qu'ils en payent les frais.

Situation d'imazighen au Maroc

Pour mieux comprendre la situation des Imazighen du Maroc, il faut se pencher sur les objectifs avoués et inavoués de l'Etat marocain qui s'est attelé à déposséder Imazighen de leurs Terres en appliquant des textes de loi vieux d'un siècle et datant de l'époque coloniale. Terres de tribus, de femmes soulalites et même de particuliers (le titre foncier 1683k en est une illustration parfaite) sont annexées par l'Etat. Ces opérations sont effectuées de manière méthodique et concertée par des institutions étatiques partenaires. D'ailleurs la nouvelle politique de régionalisation du pays va dans ce sens en changeant complètement les frontières tribales et en semant la discorde parmi les populations des compagnes.

Que fait l'Etat de toutes ces Terres Amazighes ?

Deux enjeux se dégagent dès le 1^{er} abord :

Le plan Maroc Vert : projet agricole de grande envergure, supposé booster l'agriculture en offrant aux investisseurs marocains et étrangers l'opportunité de relancer l'activité sectoriel, est en effet une opération de recensement et de répartition des terrains au profit d'une oligarchie qui s'accapare les richesses et centralise l'économie du pays .

La Taxe carbone : En décrétant les terres tribales "Zone de protection du Domaine Forestier ", l'Etat s'assure des rentrées d'argent se chiffrant en millions et l'exclusivité d'exploiter un sous-sol riche en minerais sans se soucier aucunement des retombées écologiques catastrophiques et des conséquences sur la faune, la flore, la nappe phréatique et la santé des populations riveraines. Les mines d'argent d'Imider région de Tinghir, de Jbel Aouam, région de Mrirt et l'exploitation du gaz de schiste à Timhdite en sont un exemple frappant.

Qu'en est-il des Amazighs ?

Les autochtones sont les victimes directes et indirectes de cette politique qui ne vise qu'à creuser le fossé entre une oligarchie insatiable et une population économiquement appauvrie, socialement marginalisée et géographiquement enclavée. Ayant perdu leurs Terres, Imazighen deviennent des apatrides dans leur propres pays et n'ont plus que trois solutions pires les unes que les autres :

- 1- L'exode forcé vers les cités avec à la clé un déracinement spatio-culturel – entraînant une perte de la langue maternelle et des valeurs ancestrales par le biais d'une arabisation imposée par l'école publique.
- 2- L'immigration illégale vers l'étranger et une mort certaine aux portes de l'Europe ou en kamikazes endoctrinés par le fléau islamiste radical.
- 3- Rester sur place loin de toute forme de développement, enclavés par des programmes gouvernementaux qui les maintiennent dans la précarité sans accès à l'enseignement, aux soins ou aux opportunités de travail et /ou de développement.

Qui sont les victimes ?

Les premières victimes de cet apartheid sont les petites filles déscolarisées, exploitées comme main d'œuvre sous payée dans les villes ou encore mariées à peine sorties de l'enfance pour mourir en couche ou finir travailleuses agricoles et mourir sur les routes du royaume.

La femme Amazighe est le socle de la société Amazigh traditionnellement matriarcale et sa décadence signifie inexorablement l'effondrement de la société Amazighe. En perdant leur ancrage spatial, leur repère culturel, leur langue, leurs droits sur les richesses naturelles leur permettant de vivre et de prospérer, Imazighen perdent leur souveraineté sur leur sort et avec elle leur citoyenneté et leur humanité.

Nos enfants meurent sur le chemin de l'école qui se trouve à des dizaines de kilomètres, nos femmes meurent en donnant la vie à des enfants sans avenir, nos jeunes périssent en Méditerranée en rêvant de l'Eldorado européen ou rejoignent les rangs de l'armée du Khalifa pour un paradis improbable : Telle est la condition des Amazighs de mon pays Tamurt n'Akuc : Terre d'Akuc le Dieu nourricier, devenu Maroc où seule l'oligarchie a le droit de prospérer.

Mme AMHARECH

Amina

Presidente Association ACAL El Hajeb

Congrès Mondial

Amazigh

MAROC

